

Le 27 janvier 2010

Une délégation de FO Énergie et Mines, conduite par son Secrétaire général Max ROYER, a été reçue le 26 janvier au soir au Cabinet de J.L. BORLOO par le Directeur Adjoint et plusieurs de ses collaborateurs.

La Fédération FO Énergie et Mines a rappelé son opposition résolue au projet de loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité) qui vise à obliger EDF à mettre à disposition des autres fournisseurs d'électricité 30 % de l'électricité nucléaire qu'elle produit.

Nous avons souligné qu'un tel projet serait totalement incompris des personnels, tant de la Direction de la Production que de la Direction Commerce d'EDF. Il n'existe, en effet, nulle autre entreprise pour laquelle on demande aux salariés de travailler pour leurs concurrents.

Nous avons également indiqué que l'avant-projet de loi ne contenait aucune incitation à investir, ce qui était grave au regard de la sécurité d'approvisionnement de notre pays.

Nous avons ensuite manifesté nos vives inquiétudes par rapport à un risque de filialisation du nucléaire, que nous rejetons totalement.

Enfin, nous avons rappelé notre revendication que l'ensemble des personnels commercialisant de l'électricité ou du gaz soit au statut des Industries Électriques et Gazières. L'avant-projet ne prévoit rien en la matière, ce qui laisse place à un dumping social inacceptable.

Plus que jamais, FO Énergie et Mines revendique un système fondé sur le service public, sur des règles sociales égales pour tous, sur des prix bas garantissant le pouvoir d'achat des clients et non pas un système fondé sur la spoliation de l'opérateur historique et sur le dumping social.